

École : ce qui doit changer, maintenant !

Avec la défaite de Nicolas Sarkozy, l'état s'est un peu desserré autour de l'école. Il est urgent de changer de politique, les Français l'ont voulu. Pour la première fois, la gauche est majoritaire à l'Assemblée et au Sénat, on peut donc enfin en finir avec les politiques libérales.

L'urgence : en finir avec la pénurie !

1000 postes de plus dans le primaire, 300 dans le secondaire ne suffiront pas à réparer les dégâts causés par des années de suppressions de postes. Il faut en finir avec la pénurie. Nos enfants ne peuvent pas attendre !

Dès maintenant, il faut :

- recréer les 2500 postes de **RASED** supprimés pour lutter contre l'échec scolaire.
- relancer la **formation des enseignants et des personnels** : rétablir l'**année de stage à mi-temps** et mettre en place dès la rentrée prochaine le **pré-recrutement** des futurs enseignants.
- **rétablir les postes supprimés** dans la dernière vague, sous statut de la fonction publique d'État. Le rattrapage des suppressions des années précédentes devra se faire au cours des rentrées prochaines. Priorité aux REP, aux zones rurales, et aux lycées professionnels, qui ont été les plus touchés.
- **Interdire toute demande de contribution financière des familles** aux frais de scolarité (sorties, etc.), pour une école vraiment gratuite.

Pour cela, la France doit se donner les moyens d'une politique de progrès pour l'éducation. **Nous n'accepterons pas que ces moyens soient prélevés sur un budget de l'État constant, au détriment des autres services publics** (santé, justice,...).

Il faut donc créer des ressources nouvelles, en réformant la fiscalité pour prendre l'argent là où il est, dans les poches des financiers et des plus riches, pas des salariés.

La France doit réclamer la création d'un **fonds européen solidaire**, à gestion démocratique et abondé directement par la Banque centrale européenne, institution publique, pour financer les services publics de façon solidaire, partout en Europe.

Pacte budgétaire européen :

REFUSONS

L'AUSTÉRITÉ !

Le pacte budgétaire signé par N. Sarkozy et A. Merkel veut nous imposer l'austérité à perpétuité.

Pourtant l'expérience montre que cette orientation n'a fait qu'enfoncer les pays européens dans la crise et les peuples dans la souffrance.

N. Sarkozy battu, son traité ne doit pas être appliqué. François Hollande n'a pas été élu pour poursuivre la même politique !

Signez la pétition :
<http://www.pcf.fr/27457>

Retrouvez nos propositions sur internet :
www.pcf.fr
<http://reseau-ecole.pcf.fr>



Construire l'école de l'égalité

Pas de **CONCURRENCE** à l'école

Il faut en finir avec la concurrence entre les établissements, les territoires et les familles. Il est temps de reconstruire un service public national d'éducation, assurant le même accès à l'éducation pour tous, partout.

- Abrogation de toutes les mesures d'autonomie, génératrices d'inégalités.
- Une nouvelle carte scolaire, pour en finir avec la concurrence entre les familles et la ségrégation sociale.
- Coup d'arrêt à la précarité et renforcement du statut des personnels d'éducation, garantie de la liberté pédagogique et de l'égalité de qualité du service public sur tout le territoire.

Une loi pour l'école de l'égalité !

À quoi sert l'école ? Comment l'école publique peut-elle devenir vraiment l'école de tous ?

Il est temps de construire une école au service de la réussite de tous et de l'émancipation, donnant à tous les futurs citoyens les moyens de maîtriser les choix individuels et collectifs auxquels ils seront confrontés dans leur vie d'adulte.

L'école a besoin d'une nouvelle loi d'orientation et de programmation, en rupture avec les politiques libérales. Écrivons-la ensemble !

Rejoignez la campagne pour l'école de l'égalité :

enseignement@pcf.fr

<http://www.loisurlecole.org>

En finir avec la sélection sociale

Tous les enfants sont capables d'apprendre : à nous de construire l'école qui leur en donnera les moyens ! La sélection et l'orientation précoces reproduisent et aggravent les inégalités sociales.

- Droit à l'école dès 2 ans pour les familles qui le souhaitent. Scolarité obligatoire à 3 ans pour obliger l'État à accueillir tous les enfants dans de bonnes conditions.
- Les mêmes programmes pour tous jusqu'à la fin du collège.
- Revenir sur la réforme du lycée, la prolifération des options et l'individualisation des parcours. Revaloriser les filières professionnelles et technologiques, pour que les enseignements des trois filières du lycée soient d'égalité.

Plus d'école pour tous !

Le service public d'éducation nationale doit prendre en charge tous les apprentissages nécessaires pour réussir à l'école : il faut en finir avec la délégation aux familles, aux collectivités locales ou aux cours privés.

Diminuer le temps passé à l'école, c'est aggraver les inégalités entre ceux qui pourront bénéficier de cours ou d'activités après l'école et les autres. Au contraire, pour apprendre à tous des savoirs plus complexes, il faut du temps.

- Allongement de la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans.
- Refonder les programmes et les pratiques pédagogiques sur le modèle de l'enfant qui n'a que l'école pour accéder à la culture scolaire.
- Refonder la formation des enseignants.

Fête de l'Humanité les 14, 15 et 16 septembre

3 jours de débats et de spectacles

Renseignements et bons d'entrée à :

http://www.humanite.fr/fete_huma/

ou auprès des militants du pcf